

CONFERENCE OLIVAINT DE BELGIQUE A.S.B.L.

# CONTACT

OLIVAINT GENOOTSCHAP VAN BELGIE V.Z.W.

N° / Nr 1  
62<sup>e</sup> année  
62<sup>ste</sup> jaargang  
2015-2016



**Editio**

Beste lezer,

Welkom bij het Olivaint Genootschap!

Talrijke talenten hebben zich gemanifesteerd bij de aanvang van het gloednieuwe academiejaar. Niet alleen in de faculteitsbar, maar ook tijdens de veelvormige activiteiten van het Olivaint Genootschap doorbreken deze studenten de stilte: hetzij met het (ver)wonderlijke woord, de onuitputtelijke pen of een kritische blik.

Opnieuw belooft een frisse start behoorlijk wat uitdagingen, die verder gaan dan a cathedra lessen op de universiteitsbanken. Voornemens om zich te oefenen in de retoriek, het analytisch denken, het openstellen van hart en ziel duiken op en een sprong in het onbekende is gemaakt. Klinkt het niet, dan botst het. In deze uitgave worden dan ook enkele pro-contra's gepubliceerd, aangevuld met reflecties over mondiale kwesties, die zorgen voor een waaier van pluralistische gedachten. Immers, zoals criticus Ludwig Börne stelt: 'Grenzen die van buiten worden gesteld prikkelen de creativiteit, grenzen die men zichzelf stelt, doodt haar.'

Veel leesplezier,

**Jacqueline Swaegers**  
Responsible Contact / Bureau 2015 - 2016

**Sommaire / Inhoudsopgave**

Editio .....	1
Pour l'indépendance de la Catalogne .....	2
Contre l'indépendance de la Catalogne .....	2
Toelatingsproef in alle universitaire richtingen: schoppen tegen heilige huisjes? .....	3
Plaidoyer pour la dépenalisation du délit de racolage .....	4
Contre la légalisation de la prostitution .....	4
Een uitwisseling: waarom je de stap moet wagen .....	5
Les défis de la Francophonie et le rôle de la Belgique .....	6
L'effet Trump: une bombe républicaine au service des démocrates .....	8
L'Iran: explication d'un pays en pleine phase de métamorphose .....	9
Rapport d'orateur - 10 octobre 2015 - Monsieur Guy Rapaille .....	10
Composition du bureau 2015-2016 / Samenstelling van het bureau 2015-2016 .....	12
Avertissement / Waarschuwing .....	12
Mécénat & Sponsoring / Mecenaat & sponsoring .....	12

## Pour l'indépendance de la Catalogne



Que ce soit l'Irlande, le Kosovo ou Malte, cela ne choque personne de savoir qu'ils ont gagné leur indépendance il y a moins de 100 ans. Alors pourquoi ne pas l'accorder à la Catalogne ?

Je vais vous expliquer, en 3 points, pourquoi la Catalogne a droit à son indépendance.

Tout d'abord, penchons-nous sur une loi fondamentale, celle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce droit est « le principe issu du droit international selon lequel chaque peuple dispose d'un choix libre et souverain de déterminer la forme de son régime politique, indépendamment de toute influence étrangère ». Par peuple on entend "un nombre d'individus présentant un certain nombre de points communs en termes d'origine, de civilisation ou de culture". C'est donc bien le cas de la Catalogne. La Catalogne a sa propre langue, le catalan, ses propres traditions et sa propre culture. Les catalans sont donc bien considérés comme un peuple à part des espagnols. Ils ont donc le droit de disposer d'eux-mêmes et de choisir leur régime politique indépendamment de l'influence espagnole. A cela s'ajoute le fait que, en plus d'être un peuple à part, il y a une ferme volonté de la majorité des catalans à devenir indépendants de l'Espagne. Lors d'un referendum populaire en 2014, le oui à l'indépendance l'a emporté à 80,7% des voix. Nous pouvons donc clairement constater la volonté d'indépendance de la Catalogne.

Deuxièmement, la Catalogne à tout à gagner à être indépendante. Avec seulement 16% de la population de l'Espagne, elle contribue à 20% du PIB de celle-ci. Son PIB est de 28000€ par habitant, soit plus que la moyenne européenne de 26000€. Elle dépasse largement le PIB de l'Espagne avec ses malheureux 22000€ par habitant. Bien évidemment, on peut comprendre que l'Espagne ne veuille pas libérer la Catalogne de son joug en observant ses résultats. D'après certaines estimations, une indépendance catalane de l'Espagne ferait reculer l'Espagne de la 5ème puissance européenne à la 14ème place. Ajoutez à cela que la Catalogne dépense 8% de son PIB pour rembourser la dette espagnole, et vous comprenez rapidement que l'Espagne n'a aucun intérêt à autoriser une indépendance Catalane. Nous voyons clairement que l'Espagne ne garde pas la Catalogne pour la protéger d'elle-même, mais simplement par pur intérêt économique.

Concernant la baisse des exportations entre l'Espagne et la Catalogne, elle ne serait pas aussi importante que cela. D'après le gouvernement catalan, la chute des exportations ne baisserait que de 2% le PIB de la région. Les lois du

marché étant plus forte que la rancœur, le commerce continuera tant qu'il sera favorable aux deux pays. Une indépendance ne modifiera donc que faiblement le PIB.

Finalement, pourquoi ne pas simplement leur accorder l'indépendance s'ils la veulent ? Comme les enfants voulant quitter la maison familiale, il y a un temps où il faut laisser la Catalogne prendre ses responsabilités. Si la Catalogne veut son indépendance, qu'ils la donnent ! Il sera d'autant plus facile de récupérer la région si le modèle n'est pas viable. C'est justement par peur du succès de son indépendance que l'Espagne tarde à lui accorder

### Aymeric Lannoy

*Membre de la Conférence Olivaint, s'exprimant à titre personnel.*

## Contre l'indépendance de la Catalogne



Sommes-nous devenus égoïstes? Nous qui nous vantons souvent d'être "européens", au delà de notre nationalité propre; nous qui sommes fiers de faire partie de ce grand organe soudé. Je vous le demande: sommes-nous devenus égoïstes?

La réalité catalane semble nous répondre par l'affirmative. En effet, c'est justement lorsque la Catalogne se sent économiquement supérieure au reste de l'Espagne, que cette dernière affiche plus que jamais des élans indépendantistes Coïncidence? Dans un contexte de crise économique tel que celui d'aujourd'hui, une semblable coïncidence est peu probable.

Cette volonté catalane indépendantiste, synonyme d'égoïsme, n'est pas un cas isolé. Prenons l'exemple de l'Ecosse ou, plus près de chez nous, de la Flandre. Ne devrions-nous pas craindre un effet boule de neige si la Catalogne devenait indépendante ? Nous vivrions alors dans un monde composé de micro-nations recluses sur elles-mêmes, dénuées de toute entraide, faibles de leur isolement.

Au delà de son caractère égoïste, l'indépendance de la Catalogne serait illégale, périlleuse et à l'encontre d'une réalité sociale non négligeable.

Commençons par ce qui n'est que trop rarement souligné: dans les conditions actuelles, l'indépendance de la Catalogne serait totalement illégale, la Constitution interne proclamant l'unité indissoluble de la Nation espagnole. Autrement dit, une telle indépendance ne pourrait devenir

réalité que par la force. Espagnols et Catalans sont-ils prêts à se fracturer/séparer dans la violence?

De plus, si nous outrepassons cette notion d'inégalité, rendons-nous bien compte des conséquences qu'une telle indépendance aurait sur la Catalogne-même. Cette dernière serait exclue de l'UE ainsi que de la zone euro, elle ne ferait plus partie ni de l'ONU, ni de l'Otan. Sans parler du FMI ou de la BCE qui ne seront plus là pour la soutenir ou encore de son exclusion de l'espace Schengen. La liste est suffisamment longue pour comprendre qu'une Catalogne indépendante subirait une véritable chaîne d'exclusions des plus importants organes politico-économiques dont elle a besoin pour assurer sa propre survie.

Vient ensuite la question sociale. La Catalogne comprend 7,5 millions d'habitants. Ces résidents veulent-ils réellement se séparer du reste de l'Espagne? A première vue, les dernières élections semblent montrer la victoire des indépendantistes. Cependant il ne faut pas oublier que si les indépendantistes se sont, certes, vus octroyer la majorité absolue en terme de sièges, ils n'atteignent pas 50% des voix. Qu'en est-il alors de tous ces citoyens catalans qui ne veulent pas de l'indépendance? Qu'en est-il des Espagnols résidents en Catalogne ou encore du million d'étrangers vivant sur le sol catalan? Ces derniers perdront-ils leur visa d'étranger? Sachant qu'une Catalogne indépendante sortirait immédiatement de l'UE, une telle possibilité est plus que probable. Les étrangers résidents en Catalogne atteignent le chiffre de 1 million de personnes.

Ces faits établis, revenons à cette question évoquée plus haut: ces citoyens catalans, espagnols ou étrangers, seront-ils enclin à se battre pour une cause qu'ils ne défendent même pas?

Je vous laisse juger.

**Margaux Moulin**

*Membre de la Conférence Olivaint, s'exprimant à titre personnel*

## Toelatingsproef in alle universitaire richtingen: schoppen tegen heilige huisjes?



**E**en jaar geleden kondigde minister Crevits aan dat het inschrijvingsgeld voor dit academiejaar verhoogd zou worden van €619 naar €890. Niet de universiteiten maar wel de regering was vragende partij voor deze verhoging. Vanuit de universitaire wereld betreurt men het dan ook dat studiegeld vaak te

gemakkelijk als sluitpost van de begroting wordt voorgesteld. Kunnen we op een andere manier besparen op onderwijs zonder de student financieel te straffen? Kan een bindende toelatingsproef het antwoord bieden op het verlies aan inkomsten waar de overheid mee te kampen heeft voor elke niet-geslaagde student?

Onderzoek wijst uit dat iedere gebuisde student de overheid 15 000 euro kost. Daarnaast impliceert dit een bekomend verlies aan overheidsinkomsten uit belastingen van naar schatting 25 000 euro daar elke student gedurende dat jaar niet actief is op de arbeidsmarkt. Het geld dat nu geïnvesteerd wordt in studenten die uiteindelijk niet slagen, kan worden aangewend voor andere doeleinden. Bijvoorbeeld om het onderwijs te hervormen, drempels weg te werken. Daarnaast betalen de ouders ook mee de rekening. Ze draaien op voor het kot, de boeken, het leefgeld ed.

Daarenboven zou het invoeren van een toelatingsproef tot een daling van het aantal inschrijvingen leiden. Dit impliceert dat men een einde zou kunnen stellen aan de achteruitgang van het onderwijsniveau. Het aantal studenten aan de Vlaamse universiteiten volgt namelijk een stijgende lijn terwijl het aantal professoren wordt gelijk gehouden wat alles behalve ten goede komt aan de kwaliteit van het onderwijs.

Ook het emotioneel aspect speelt een rol. Het falen aan de universiteit laat sporen en frustraties na bij de student.

Het invoeren van een toelatingsproef druist regelrecht in tegen de democratisering van het onderwijs. Dit stelt dat elke student die een diploma haalt in het secundair onderwijs, moet kunnen oorstromen naar de universiteit. Deze grondgedachte heeft historisch zijn succes al bewezen maar lijkt tekort te schieten in deze context. Een blik in de universiteitsaula's leert ons al snel dat de zitjes gevuld worden door een welgegoed publiek. Het is het verschil in sociale achtergrond dat leidt tot ongelijke kansen in het onderwijsparcours dat vooraf gaat aan de universitaire opleiding. Het is dus niet de schuld van de universiteiten maar van de opleiding die vooraf gaat aan het hoger onderwijs. Een hervorming van het secundair onderwijs lijkt een oplossing te bieden.

Een toelatingsproef is en blijft een momentopname. Het niet-slagen van een student impliceert niet meteen zijn of haar onkunde maar dient beoordeeld te worden in het licht van situatie. Iedereen heeft eens een mindere dag en de ene kan al beter met stress overweg dan de andere.

Kennis is één ding, motivatie een ander. Het slagen voor een toelatingsproef betekent niet automatisch dat de eerste bachelor een klein kunstje zal worden.

Een ongemotiveerde maar wel geslaagde student zal het er hoogstwaarschijnlijk niet zonder kleerscheuren vanaf brengen aan de universiteit.

Een algemene toelatingsproef zal de verspilling van overheidsmiddelen tegengaan en daarenboven ook een verhoging van het onderwijsniveau met zich meedragen zonder een verschil in kansen te creëren voor jongeren met

een andere sociale achtergrond. De bespaarde middelen kunnen dan op hun beurt ingezet worden om een herstructurering van het secundair onderwijs door te voeren en zo het hoofd te bieden aan onderwijskloof tussen kansarm en kansrijk. Een goed beredeneerde, niet-discriminerende toelatingstest kan dan een wapen worden voor meer democratisering.

### Margot De Wolf

*Lid van het Olivaint Genootschap, schrijvend ten persoonlijke titel.*

## Plaidoyer pour la dépenalisation du délit de racolage



**L**e sexe n'a jamais tenu une place aussi centrale que celle qu'il occupe au sein de la société moderne. Il est normal qu'une société qui transforme ses citoyens en consommateurs érige en maître un créneau qui fasse vendre. Le sexe n'a en effet jamais été un business aussi lucratif qu'aujourd'hui.

En revanche, le commerce "physique" du sexe se fait plus discret et semble moins décomplexé. La prostitution en tant que telle reste en effet un sujet absent du débat politique et très peu évoqué dans la sphère privée. Le phénomène est sensible, délicat et complexe. Cette complexité est empreinte par le fait qu'il y a autant de prostitués différents que de clients. Par exemple, on ne peut comparer la situation d'une escort girl, fréquentant des célébrités et au commande de son propre commerce, avec le dernier maillon d'une chaîne de proxénétisme, mère de quatre enfants qui peine à joindre les deux bouts. Leur réalité est difficile à cerner, se situant entre quête du luxe et moyen de subsistance, entre contrainte absolue et liberté de disposer de son corps.

Sommes-nous arrivés à une époque qui tolère que même les parties les plus intimes de notre corps soient des biens soumis à la loi du marché ? Force est de constater que c'est de facto déjà le cas. Dans les grandes capitales européennes, l'offre est telle que les prix d'une fellation peuvent parfois atteindre la modique somme de huit euros. Puisque le marché du sexe est inhérent à nos sociétés, puisqu'il existe depuis la nuit des temps et qu'il a survécu au fil des siècles, pourquoi ne pas protéger ces monnayeurs charnels afin de leur garantir les droits fondamentaux si chers aux démocraties européennes ? La nécessité d'une reconnaissance et d'une régulation du métier de péripatéticien(ne) semble essentielle et ce pour maintes raisons.

Premièrement, qui sommes-nous, à l'heure d'une libération des mœurs sans précédente, pour prohiber à deux adultes consentants quelques délicatesses contre quelques pièces ? En outre, pénaliser les clients de la prostitution aurait un effet pervers : cela mettrait en péril économique ceux qu'on veut justement protéger et rendrait les réseaux maffieux encore plus puissants.

Deuxièmement, l'objectif premier serait d'offrir un cadre légal afin de protéger les acteurs les plus vulnérables : les travailleurs du sexe eux-mêmes. Ces derniers jouissent en effet d'un statut très précaire : ils sont marginalisés et sujets à des violences physiques. Il s'agirait d'abord de les accompagner dans leur choix librement consenti et de les affranchir d'éventuels réseaux maffieux. Il semble évident que pour ce faire une assistance en matière de santé et de sécurité doit être mise en place.

Troisièmement, un contrôle sur le secteur pourrait ainsi voir le jour. On songe notamment à la lutte contre la traite des êtres humains, contre les réseaux criminels et contre le travail en noir.

Il est en tous cas temps de rendre la dignité qu'on a rarement daigné accorder à ces putes, traînées, bagasses, michetonneuses, racoleuses, filles des rues, croqueuses, asphalteuses, gourgandines, marchandes d'amour, femmes galantes, courtisanes, joies, belles-de-nuit, belles-de-jour.

### Brice Hennen

*Membre de la Conférence Olivaint, s'exprimant à titre personnel.*

## Contre la légalisation de la prostitution



**L**a prostitution est le plus vieux métier au monde entendons-nous souvent. Mais dans quelles mesures pouvons-nous considérer cette activité comme une profession ? Qui pourrait prétendre pratiquer la prostitution par choix ou par vocation sachant que selon une étude québécoise plus 92% des prostituées arrêteraient si elles le pouvaient. Pour moi, la prostitution constitue une des manières les plus flagrantes de dégradation de l'image de la femme.

Tout d'abord, dépenaliser la prostitution ou le proxénétisme et lui donner le statut de profession au même titre qu'un boulanger ou une institutrice, reviendrait à banaliser cette profession qui ne devrait pas en être une et encore moins être considérée comme normale par notre société. A partir du moment où le gouvernement perçoit



sur ces métiers, il risque de perdre tout intérêt dans la prévention juvénile. Le gouvernement doit bien prendre conscience des importants coûts sociaux pouvant être engendrés directement ou indirectement par l'entrée en vigueur de lois permettant de vendre son corps. Ouvrir cette vanne, c'est faire monter un flèche tous les problèmes de société que le gouvernement essaie justement de combattre quotidiennement : agression sexuelle, IST, dépression, suicide et j'en passe.

Ensuite, qui est trop aveugle pour ne pas réaliser à quel point la prostitution est dégradante, à quel point cela va à l'encontre des Droits de l'Homme ? L'existence même du proxénétisme banalise l'esclavage sexuel des femmes et renforce l'image qu'elles sont de simples objets interchangeables devant être disponibles pour tous les hommes en tout temps et partout. Rendre cette pratique légale, c'est renforcer l'impression à ces clients que c'est par choix ou par goût, non pas par nécessité que des femmes se prostituent. Sans même nous en rendre compte notre société effectue tout doucement un glissement progressif vers la déshumanisation.

Mais au final, prenons le parti opposé et l'argument prônant cette légalisation des putes comme un moyen pour elles de se sentir encadrées, entendues et protégées. Néanmoins, ceux qui bénéficieront de cette mise en vigueur ne seront en tout cas pas (en premier) les prostituées ou l'ensemble des femmes en général. Cela profiterait d'abord aux proxénètes et crime organisé en général, ensuite aux clients à qui le sort de ces pauvres femmes leur est bien égal.

En conclusion, on pourrait se dire que puisque que la prostitution a toujours existé et qu'elle subsistera toujours, pourquoi ne pas l'encadrer de façon légale afin de garantir une certaine sécurité à ses femmes ? Mais alors si on suit cette très naïve théorie, on pourrait très bien la généraliser et argumenter que l'on devrait donc, dépénaliser les trafics de drogue, gangs et autres criminels, parce que dans le fond, eux aussi n'ont pas eu le choix. Par les arguments cités ci-dessus (coûts sociaux énormes, à l'encontre de la des Droits de l'Homme et les premiers vrais bénéficiaires de cette dépénalisation), il est, de mon point de vue, évident que la légalisation de la prostitution n'est pas la solution adéquate. Une piste de réponse pourrait de justement combattre ce fléau pour accorder un semblant de vie normale à ces prostituées qui au final ne cherchent qu'à survivre dans ce monde hypocrite qui se dit égalitaire mais qui dans les faits reste encore bien trop machiste.

### Charlotte Durieux

*Membre de la Conférence Olivaint, s'exprimant à titre personnel.*

## Een uitwisseling: waarom je de stap moet wagen



Ce qui sauve, c'est de faire un pas. Encore un pas. Antoine de Saint-Exupéry, Frans aristocraat en vlieggenier, schreef het voorgaande neer in zijn memoires, "Terre des Hommes"<sup>1</sup>. Daarin vertelt hij hoe zijn vliegtuig op heel onvoorziene wijze crasht in het midden van de woestijn, tussen Benghazi en Cairo. De Saint-Exupéry en zijn co-piloot overleefden de gebeurtenis amper: zonder veel water of voedsel, waren ze in feite ten dode opgeschreven. Een berber op een kameel kwam hen echter toevallig tegen, en zo werden ze gered. Wat redt, schreef hij, is een stap nemen. Nog een stap.

Het was Matthias De Bauw, een goede vriend en mentor, die zo vriendelijk was me deze quote te laten ontdekken, in de context van een gezamenlijk extra curriculumair project. Dit citaat illustreert perfect wat een uitwisseling kan betekenen in de persoonlijke ontwikkeling: wat je verder brengt als mens, is het zetten van stappen en het maken van keuzes. Als je de beslissing neemt een aantal maanden in het buitenland te vertoeven, ver van familie en bekenden, dan zet je een stap in het onbekende die cruciaal kan zijn. In mijn verdere betoog gebruik ik om het voorgaande te onderstrepen één argument op twee niveaus. Deze uitwisselingsstap speelt namelijk ontzettend mee in de ontvouwing van de vaardigheid om in andermans schoenen te kunnen stappen, zowel in het eigen leven, als op een meer globaal vlak.

Volgend verhaal moet dit argument benadrukken: in de Griekse mythologie was Procrustes de wrede eigenaar van een klein landgoed, op de weg tussen Athene en Eleusis, waar rites worden uitgevoerd. Procrustes gaf een erg bijzondere betekenis aan gastvrijheid: hij ontvoerde reizigers en gaf hen een copieuze maaltijd. Maar na de maaltijd nodigde hij hen uit om te overnachten in een wel heel bijzonder bed: Procrustes wou dat de reizigers, zijn gasten, exact in dat bed pasten. Van de reizigers die niet pasten omdat ze te lang waren, hakte hij de benen af met een bijl. De reizigers die aan de andere kant te kort waren, werden uitgerekt. Zijn oorspronkelijke naam was in feite Damastas of Polypemon - niemand is daar zeker van - maar in het oude Griekenland stond hij voornamelijk bekend als Procrustes, wat "de uitrekker" betekent.

Om de mythe compleet te maken, moeten we er nog het volgende bijvertellen: Procrustes kreeg uiteindelijk een koekje van eigen deeg. Een van de reizigers die Procrustes

<sup>1</sup> *Wind, Sand and Stars* (Fr: Terre des Hommes), Antoine de Saint-Exupéry, 1939.

ontvoerde, was toevallig Theseus. Dat is de man die later in zijn heroïsch leven de Minotaurus doodde, een beest dat half man, half stier was. Na de gewoonlijke fantastische maaltijd, was het Theseus die Procrustes in zijn eigen bed duwde. Om hem traditiegetrouw met precisie te laten passen, hakte Theseus op zijn beurt Procrustes' hoofd af. Nu, waarom vertel ik deze rare Griekse parabel? Het gaat hier om een "Bed van Procrustes". Wanneer wij mensen geconfronteerd worden door iets ongewoons, iets dat we niet kunnen thuisbrengen of niet kennen, wanneer we botsen op de grenzen van onze gelimiteerde kennis, dan proberen we die spanningen weg te werken door de wereld en de gebeurtenissen om ons heen te laten passen in gemakkelijke ideeën, in reductionistische categorieën, in specifieke woordenschat en voorgekauwde verhalen. En soms heeft deze gewoonte gevaarlijke gevolgen. Daarenboven zijn we ons ook niet van bewust van het feit dat we dingen willen laten passen na hun conceptie in een voorgekauwde categorie, zoals kleermakers die er eer in zoeken om een pak te maken dat perfect past - niet door hun eigen handigheid, maar door operatief de ledematen van hun klanten te veranderen.

Beseffen dat er standpunten op de wereld bestaan die anders zijn dan onze eigen, proberen andere visies te ontwikkelen, verschillend van de Westerse, afstappen van de bedden van Procrustes die we in ons alledaags leven gebruiken, is dus de kern van het betoog waarom ik iedereen op uitwisseling zou moeten gaan. We vervolgen nu eerst met een illustratie waarom dit vermogen zo belangrijk is op een globaler vlak, en daarna komen we terug op de persoonlijke sfeer.

Ikzelf ben op uitwisseling gegaan naar Zwitserland. De Confederatio Helvetica bestaat uit 26 kantons, elk met verschillende talen en dialecten, eigen jurisprudentie, belastingsregulering en overheidsorganen. Schoolvakanties in het kanton Vaud bijvoorbeeld beginnen twee weken later dan deze van het kanton Genève, ook al grenzen beide aan elkaar. De Europese hoofdkwartieren van Chiquita, Johnson & Johnson en TATA hokken tesamen in Zug, een stad in Centraal-Zwitserland met slechts 30,000 inwoners, omdat de bedrijfsbelasting er extreem laag is. Het werd me dus snel duidelijk dat Zwitserland, Zürich, en de Zwitsers in het bijzonder, heel wat eigenaardigheden bezitten, die we op het eerste zicht niet van een land verwachten zo dicht bij huis. En zo komt elk land wel met zijn eigen karakter op de proppen: het is dan ook belangrijk in de huidige globale context, deze verschillen in cultuur te onderkennen, en meer nog, proactief in zich op te nemen. Veel internationale conflicten rusten juist op een dislocatie in begrip over andermans cultuur en waarden. Een uitwisseling helpt je op zijn minst bewust te worden van de talrijke verschillen in waardenpatronen en achtergrondgeschiedenis, en zaken in een meer relatief karakter te zien.

Waar het voorgaande gaat over globale conflicten, kan je ook hetzelfde zeggen over conflicten tussen personen. Door een verschil in opleiding, achtergrond of politieke voorkeur, ontstaan er vaak, zowel in de publieke ruimte als in de privésfeer, misverstanden en woordenwisselingen tussen personen. Deze komen voort uit een gebrek aan vermogen om het onderwerp van de discussie vanuit

andermans oogpunt te kunnen of willen benaderen. Het politiek schouwtoneel in België is hier een tragisch voorbeeld van: discussies worden gevoerd tussen politieke vertegenwoordigers, vaak zonder veel begrip, en telkens in de latente aanwezigheid van een mijlenwijde ideologische kloof die beide partijen van elkaar scheidt. Het hoger doel gaat dan ook verloren in de plooiën van betekenisloos gekissebis.

De voordelen van een uitwisseling zijn dus duidelijk: je scherpt je vermogen om in andermans schoenen te stappen aan. Niet alleen leer je daarmee andere culturen en visies kennen en accepteren, ook verrijk je jezelf ermee. Albert Einstein, een alumnus van de Eidgenössische Technische Hochschule Zürich, vatte het mooi samen: "The important thing is not to stop questioning. Curiosity has its own reason for existing." Een stap nemen is dus de oplossing.

### Thomas Devenyns

*Lid van het Olivaint Genootschap, schrijvend ten persoonlijke titel.*

## Les défis de la Francophonie et le rôle de la Belgique



La francophonie, c'est un vaste pays, sans frontières. C'est celui de la langue française. C'est le pays de l'intérieur. C'est le pays invisible, spirituel, mental, moral qui est en chacun de nous. disait le poète québécois Gilles Vigneault. Malgré la distance qui les sépare, les millions de citoyens des pays de la Francophonie tels que le Sénégal, la République Démocratique du Congo, la Tunisie, ou la région Val d'Aoste en Italie, partagent tous une particularité commune, à savoir un amour irréductible pour la langue française. La Francophonie représente donc un potentiel de solidarité énorme, que ce soit sur le plan culturel ou économique, mais malheureusement ce potentiel reste encore aujourd'hui sous-exploité.

Cet article vise à développer comment la Francophonie peut aujourd'hui proposer des solutions efficaces pour son essor dans le Monde ainsi que le rôle que peut y jouer la Belgique. Il s'articulera pour ce faire autour de trois points. Après un panorama historique de l'évolution institutionnelle de l'Organisation Internationale de la Francophonie et des enjeux auxquels elle doit faire face aujourd'hui, quelques éléments de solution qui permettraient à la Francophonie de pleinement s'épanouir seront esquissés avec un accent particulier sur la place de la Belgique.



Tout d'abord, la 1ère définition claire et concise de la francophonie que l'on peut retrouver est celle du géographe Onésime Reclus : "ensemble des pays et populations utilisant la langue française à un titre ou à un autre". Malgré le fait que cette définition date de 1880, il aura fallu attendre plus d'un siècle et jusque 1970 pour voir la création de la première véritable organisation internationale rassemblant les pays de l'espace francophone. Cet organisme prendra le nom de l'Association de Coopération Culturelle et Technique (ACCT) qui deviendra plus tard l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

L'Organisation internationale de la Francophonie met en œuvre la coopération multilatérale francophone au côté de quatre opérateurs :

1. L'Agence universitaire de la Francophonie : elle propose plusieurs programmes de coopération soutenant la recherche et la formation en français. Elle favorise la mise en place de réseaux francophones et met à la disposition des étudiants, professeurs et chercheurs un important programme de mobilité (2 000 bourses en moyenne par année).
2. la chaîne internationale de télévision TV5Monde:
3. L'Association internationale des maires francophones : L'AIMF est le réseau des élus locaux francophones de plus de 265 villes et associations nationales de pouvoirs locaux dans 49 pays. Elle accompagne les collectivités locales dans les processus de décentralisation et dans la mise en œuvre des politiques d'aménagement urbain, au service de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.
4. L'Université Senghor d'Alexandrie : elle a pour vocation d'être une université francophone internationale à finalité professionnelle, au service du développement africain.

La Francophonie dispose aussi d'un organe consultatif : l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF).

Cette organisation rassemble aujourd'hui non seulement les pays francophones mais également les pays francophiles, c'est-à-dire ceux qui utilisent le français au sein de leur administration ou dans les institutions internationales telles que l'ONU. Elle pourrait être vue par certains comme l'équivalent du Commonwealth mais pour les pays francophones. Cependant, il existe des différences majeures entre les deux. Tout d'abord, le Commonwealth ne comporte que des anciennes colonies britanniques, contrairement à l'OIF qui inclut des pays tels que la Bulgarie, la Roumanie, ou encore Djibouti. De plus, il ne rassemble pas l'anglophonie car l'Irlande et les Etats-Unis ne sont pas membres. Enfin, le Commonwealth a un chef tout désigné qui est la Reine d'Angleterre, alors que l'OIF depuis sa création a beaucoup évolué et comporte aujourd'hui un secrétaire général nommé démocratiquement par les Etats Membres. Depuis 2014, ce secrétaire général est la canadienne Michaëlle Jean.

En parallèle, tous les 3 ans a lieu le Forum Mondial de la langue Française dont la dernière édition s'est tenue cette année à Liège. Tous les deux ans se tient également le Sommet des chefs des Etats Membres de la Francophonie, qui est la plus haute des instances politiques décisionnelles

Les Enjeux de la Francophonie sont aujourd'hui nombreux et portent à la fois sur la place prédominante que prendra l'Afrique dans les années à venir et le manque d'intégration économique.

La langue française est aujourd'hui la 4e langue la plus parlée dans le Monde, avec un nombre de 230 millions de locuteurs soit 4% de la population Mondiale. Ce nombre passera à 770 millions en 2050, et 95% des locuteurs de cette langue seront en Afrique. Le défi est donc de taille et les mesures de développement en faveur de l'Afrique se doivent d'être une priorité pour la Francophonie. La Belgique a ici un rôle clé à jouer, car de par sa connaissance pointue du continent, son expertise internationalement reconnue sur les problématiques liées aux pays de l'Afrique des Grands Lacs avec qui elle entretient des relations diplomatiques privilégiées, elle pourrait apporter une plus-value considérable. En matière de coopération au développement la Belgique est déjà proactive. En effet, la coopération Technique Belge, axée sur le développement humain durable, est déjà présente dans cette région, que ce soit au Congo, au Burundi, au Rwanda, au Mozambique, ou en Tanzanie. Son activité se centralise autour des Soins de santé de base, l'enseignement et la formation, l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'infrastructure de base, et la bonne gouvernance. La Belgique a donc pleinement la capacité de pousser l'OIF à favoriser l'émergence de politiques de développement plus ambitieuses.

Par ailleurs, la Francophonie est une zone économique représentant certes seulement 4% de la population mondiale mais comportant 16% du PIB mondial et 15% des ressources naturelles. Le potentiel de commerce est donc considérable car plusieurs études économiques démontrent que les pays parlant la même langue font 70% de plus d'affaires entre eux que les pays qui ne parlent pas la même langue. Cependant, cette zone n'est pas du tout intégrée économiquement. Déjà en 1987 lors du Sommet du Québec, l'idée d'un espace économique francophone est lancée. Trente ans plus tard aucun résultat n'est malheureusement constaté. De fait, il devient nécessaire de soulever la question suivante : comment permettre à la Francophonie de ne pas stagner et de sortir de la situation économique sous-optimale qui est la sienne ?

Plusieurs solutions existent pour relancer la dynamique d'intégration de la Francophonie. Le document reprenant les solutions les plus pragmatiques et les plus concrètes est le rapport rédigé il y a un an par l'économiste français et ancien conseiller spécial de François Mitterrand, Jacques Attali. Ce rapport reprend une quarantaine de solutions.

La principale d'entre elle réside en l'intégration économique, car elle permettrait de combler le retard de compétitivité, de faciliter les échanges, et d'investir dans les pôles de croissance. Elle permettrait également de favoriser plus de démocratie et plus de solidarité.

Les autres propositions formulées par Attali sont promouvoir l'enseignement du français, diffuser les contenus culturels et créatifs francophones, renforcer les mobilités d'étudiants, de chercheurs, d'entrepreneurs, organiser les réseaux de personnalités d'influence francophones ou encore consolider la place du droit écrit continental.

A nouveau, la Belgique pourrait jouer ici un rôle de premier plan. Ayant toujours favorisé et soutenu la construction européenne, la Belgique a la capacité de proposer des solutions pour encourager la création d'un espace économique francophone.

En conclusion, la Francophonie pourrait pleinement prendre son essor dans les années qui viennent notamment sur le plan économique. C'est en permettant à l'Afrique de se développer économiquement et en favorisant l'intégration économique que ce succès pourrait être garanti. Il est donc temps de permettre à la langue française de devenir un véritable vecteur de développement et de cohésion entre les peuples.

### Adil El Madani

*Membre de la Conférence Olivaint, s'exprimant à titre personnel.*

## L'effet Trump: une bombe républicaine au service des démocrates



**S**i le nom de Trump pouvait être étranger à certains d'entre nous il y a peu de temps, le personnage s'est arrangé pour corriger rapidement cette triste erreur de notre part.

Le milliardaire, magnat de l'immobilier, a pu nous montrer que, si le désir d'argent n'a pas de limite, la soif de pouvoir non plus.

C'est ainsi que le 16 juin 2015, ce dernier annonce au monde entier sa volonté de se présenter aux élections présidentielles américaines.

Si d'aucuns ont souri, lors de cette annonce, du culot du clown à la chevelure blonde, pensant qu'il ne s'agissait probablement que d'une de ses frasques supplémentaires, ceux-ci ont vite vu ce sourire se transformer en rire jaune, comprenant que la menace était bien réelle.

Car c'est justement grâce à son tempérament qu'il s'est vu grimper dans les sondages, c'est grâce à son absence de

limite et à sa conception propre du politiquement correct qu'il a vu ses concurrents s'essouffler pour bientôt disparaître dans l'esprit de bon nombre d'américains.

Mais ce dernier a-t-il vraiment une chance d'un jour s'asseoir derrière le Bureau ovale ? Représente-t-il vraiment un danger pour le parti républicain à court-terme et pour le parti démocrate par la suite ?

Si Donald Trump se place, selon les sondages, à la tête des intentions de vote auprès des électeurs républicains, beaucoup le voyaient s'autodétruire pour disparaître, sa campagne étant principalement fondée sur des déclarations fausses, diffamatoires, voire racistes, lui permettant de s'assurer une place constante sur la scène médiatique.

Toutefois ces mêmes sondages semblent biaisés. Le phénomène Trump n'incarne pas les valeurs républicaines mais semble intriguer, passionner, tel un personnage d'une série de télé-réalité dont on suivrait les bourdes jour après jour, faisant preuve d'une parfaite ignorance en matière de politique étrangère et d'une inorganisation dans sa campagne, nous permettant de douter de sa réelle intention de gagner les primaires républicaines.

Mais Donald Trump n'en reste pas moins un danger. Il représente le candidat se refusant la langue de bois et semble, selon certains, dire tout haut, ce que bon nombre d'Américains penseraient tout bas.

Donald Trump représente l'évolution de la société américaine : la méfiance à l'égard d'un gouvernement auquel le citoyen américain ne croit plus, un sentiment de dégoût pour la politique, d'échec en matière d'immigration. Une société dirigée par les médias, où l'argent est roi. Une société où "l'American Dream" s'est éteint.

Et c'est dans ce cadre qu'est apparu Donald Trump, comme ce fut le cas pour bon nombre de praticiens du populisme, tout au long de l'histoire de l'humanité, surfant sur la vague du dégoût collectif pour briguer les plus hautes fonctions politiques. Le danger immédiat ne venant pas d'une éventuelle accession de sa part à la présidence américaine, mais bien du fait que, sous son outrance, se cachent la haine et le ressentiment. Ce dernier n'hésitant pas, sous les traits d'un humoriste ayant manqué sa voie, à déshumaniser l'immigration, associant celle-ci à une maladie dont lui seul semblerait détenir le remède.

Le danger ne vient en réalité pas de Donald Trump, mais bien des idées que ce dernier sème, comme le développe le New York Times, dans un article du 16 Septembre 2015, transcrivant les paroles d'une citoyenne américaine à la radio:

*"we're very angry about what's going on in the world today. We're very angry about all the immigration (...). He does speak for the people. I don't understand why everyone doesn't realize that there are a lot of angry people out here that are tired of listening to the politicians step all over us".*

Donald Trump serait donc une balle dans le pied du parti républicain, ses chances de gagner semblant au final bien maigres.

Plusieurs options peuvent dès lors être imaginées: soit Donald Trump se retire de la campagne, comme il l'a déjà fait auparavant, bien que cela ne semble pas faire actuellement partie de ses projets, soit il se présente en tant que candidat indépendant, dans quel cas il partagerait l'électorat républicain (30% pour Jeb Bush, 20% pour Donald Trump et 46% pour Hillary Clinton, selon un sondage du 20 juillet 2015), soit il remporte les primaires républicaines, situation que les sondages se refusent d'évoquer, dans quel cas fort est à parier que de nombreux américains cesseraient de trouver la plaisanterie amusante et redirigeraient leurs votes vers le/la candidat(e) démocrate.

Dès lors qu'il semble peu probable que Donald Trump puisse un jour atteindre la présidence des Etats-Unis d'Amérique, il restera sans nul doute, une plaisanterie qui aura coûté fort cher aux Républicains.

### Guillaume Couvert

*Membre de la Conférence Olivaint, s'exprimant à titre personnel*

## L'Iran: explication d'un pays en pleine phase de métamorphose



**A** l'heure actuelle, la République Islamique d'Iran est surtout connue comme un pays fermé et marqué par une Révolution civile qui aura fait de grands échos dans la presse internationale. Cependant, après une longue période d'autarcie et de récession économique, la Perse recommence à progressivement s'ouvrir à l'extérieur. De nombreux touristes venus des quatre coins du Monde, passionnés par le riche patrimoine de ce pays, visitent à présent les vestiges de L'Iran. Cet article va tenter d'expliquer cette nouvelle ouverture et essayer de prédire au mieux la situation future entraînée par ce changement.

Tout d'abord, il est important de rappeler que depuis la révolution de 1979, même si le peuple élit ses représentants au suffrage universel, les personnes éligibles sont choisies par les instances islamiques. L'État iranien, à part ces structures institutionnelles, possède d'autres particularités sur le plan politique. Il existe en effet des structures de dédoublement de l'appareil d'État. Ces structures, appelées structures révolutionnaires, dépendent directement du guide de la révolution et prennent en charge des activités généralement sous le contrôle du gouvernement. L'Armée iranienne est ainsi doublée par les Gardiens de la révolution et les tribunaux par des tribunaux révolutionnaires. Dans chaque ministère et

chaque province est nommé un représentant du guide. Toutefois, ce pays dénommé comme une dictature en tant que telle, a véritablement changé de visage à travers le Monde depuis l'élection de Hassan Rohani en 2013. Le successeur de l'ultra conservateur et président controversé en Occident, Mahmoud Ahmadinejad, a permis la reprise de négociations constructives avec l'Europe et les Etats unis.

Hassan Rohani a permis en peu de temps de changer l'image de son pays. En échange d'une plus grande transparence des activités de la République et de la limitation de son programme nucléaire à un usage purement civile, l'Iran a obtenu un levé du blocus économique infligé par l'Occident depuis de nombreuses années. L'Etat islamique a de belles perspectives économiques devant lui et retrouve la croissance. Ses relations avec son rival historique, les Etats Unis, se sont nettement améliorées et il existerait même de nouveaux échanges commerciaux entre les deux états. Les ambassades des pays occidentaux ont d'ailleurs toutes été rouvertes à Téhéran.

De plus, l'accord historique sur le nucléaire iranien a déjà un impact conséquent sur les autres pays. Cet accord fait de l'Iran un acteur de politique internationale à part entière. Il y a désormais deux gendarmes dans le Golfe, l'Iran et l'Arabie Saoudite. On peut à présent espérer avoir une avancé dans les conflits qui animent le Golfe et le Moyen-Orient, notamment en Syrie et en Irak. Cet accord est une bonne nouvelle pour les américains qui auront à présent plus d'informations disponibles et plus de liberté dans leur lutte contre le terrorisme.

Par ailleurs, l'ouverture de l'Iran au Monde extérieur est d'abord une bonne nouvelle pour le peuple iranien dans son entièreté. Le pays, en difficulté économique depuis de nombreuses années, va pouvoir accueillir de nouvelles entreprises étrangères et on peut donc supposer que le pouvoir d'achat va augmenter et le taux de chômage baisser. En effet, l'Iran possède des atouts non négligeables comme des ressources naturelles qu'on pourrait qualifier dans le contexte actuel d' "abondante". L'Iran est le deuxième plus grand pays exportateur de pétrole de l'OPEP . L'arrivée de nouveaux investisseurs est donc une bonne nouvelle aussi bien pour les grands pétroliers américains et européens que pour les travailleurs iraniens. Il est aussi utile de rappeler que l'Iran, malgré sa révolution culturelle, est resté un pays où l'éducation est une priorité. Les universités sont restées d'un bon niveau et l'ouverture pourrait profiter à la recherche et à la santé dans le pays.

Aussi, rappelons que l'Iran peut à présent compter sur de nouveaux revenus venus du tourisme. La Perse compte en effet de nombreux sites historiques uniques et grandioses. Toutefois, le tourisme est limité et restera sous haute surveillance d'un agent mandaté par le gouvernement qui encadrera les visites. Les hôtels et le secteur Horeca ne sont par ailleurs pas encore prêts à recevoir des afflux conséquents de touristes. On peut finalement espérer que d'ici peu de temps, l'Iran devienne une destination ouverte à tous, agréable et prisée de tous.

Enfin, malgré les répercussions positives de l'accord sur le nucléaire de ce 14 Juillet 2015, rappelons que la prudence reste de rigueur. Un tel Etat aussi grand et aussi peuplé ne pouvait plus se permettre de rester fermé à l'extérieur et une partie minoritaire mais influente fustige ce "nouveau visage" de la République Islamique. Il existe toujours des craintes d'un programme nucléaire militaire "en secret" et les accords se doivent d'être analysés et rédigés avec soin. Ensuite, ce que la société civile craint cependant, c'est une ouverture qui va lui faire perdre son identité: la lutte contre l'agression culturelle occidentale est le principal slogan du Guide. Il semble qu'aussi bien l'Iran que l'Occident n'ont rien à gagner d'une réforme brusque et violente. Les entreprises occidentales qui vont s'implanter dans le pays vont indéniablement toucher à la culture du pays. C'est un challenge important pour le gouvernement iranien, mais ce changement est inéluctable. Il y a donc intérêt que le changement se fasse de manière progressive et réfléchi.

Bref, l'ouverture de l'Iran rendue possible par l'accord sur sa politique nucléaire est de bon augure pour le pays et pour ses relations avec l'extérieur. Dans un climat social et politique instable aussi bien dans le Maghreb que dans toute la péninsule arabe, cette réforme est la bienvenue et tend vers une modération de toute la société iranienne.

### Laurent Serrier

*Membre de la Conférence Olivaint, s'exprimant à titre personnel.*

## Rapport d'orateur - 10 octobre 2015 - Monsieur Guy Rapaille



**S**amedi 10 octobre, la conférence Olivaint a eu l'honneur d'accueillir Monsieur Guy Rapaille, Avocat général de la cour d'appel de Liège et Président du Comité permanent de contrôle des Services de renseignement. Le thème de sa conférence était le suivant : "les défis du renseignement belge en 2015".

Monsieur Rapaille a commencé par définir la notion de renseignement comme étant "l'aide à la décision politique et/ou militaire" Cela consiste à suivre les phénomènes cachés susceptibles de constituer une menace et d'en informer les autorités politiques et militaires. Il existe un cycle de renseignement. Tout d'abord, des directives sont données par les autorités contenant les différentes missions. Ensuite, les services secrets vont se lancer dans la récolte d'informations. Ils vont ensuite les analyser car des informations brutes n'ont aucune signification. Il faut les vérifier et contextualiser les indices. Enfin, les

renseignements retournent aux autorités et elles vont se charger de prendre les décisions les plus effectives. La finalité des services secrets est de donner des informations et non de prendre des décisions. Le Ministre et le gouvernement prennent alors des mesures administratives (retrait de carte d'identité par exemple) ou judiciaires. L'état fédéral est compétent mais en pratique des décisions sont parfois prises au niveau régional ce qui peut poser des problèmes d'information.

Il existe deux services de renseignements en Belgique: la sûreté de l'Etat et le Service général de renseignement et de sécurité.

Le premier est la plus vieille administration belge. Créé par décret en 1830, la sûreté de l'Etat comporte initialement deux missions : surveiller le milieu oranger et sauvegarder la sécurité intérieure et la pérennité de l'ordre constitutionnel et démocratique belge. Encouragé par la Cour Européenne des droits de l'homme et la jurisprudence de Strasbourg, les missions sont redéfinies après la chute du mur de Berlin. Celles-ci visent à canaliser sept menaces (notamment l'extrémisme et le terrorisme).

Le deuxième service est militaire et créé en 1815. L'objet est beaucoup plus restreint, les intérêts sont essentiellement militaires, tout ce qui pourrait affecter le territoire national. Dans les faits, les mêmes critères sont utilisés que ceux de la sûreté. Une des particularités du SGRS est d'assister les troupes belges à l'étranger ainsi que les ressortissants belges résidents à l'étranger. Une équipe se charge de leur protection.

Les missions de ces deux services sont différentes mais complémentaires et se recoupent souvent.

Dans la loi de 1998, on n'avait pas déterminé les méthodes pour accéder aux informations. On avait prévu des méthodes non-intrusives et la possibilité de recourir à un informateur. Ce n'était pas très efficace. Dans la nouvelle loi, on introduit des moyens intrusifs (BIM) de deux types. Les méthodes spécifiques qui comprennent l'identification des numéros entrants et sortants ainsi que la géolocalisation. Les méthodes exceptionnelles sont aussi ajoutées. Elles comprennent les écoutes téléphoniques au sens strict ainsi que les intrusions informatiques et les informations des comptes bancaires. La différence entre ces deux mesures réside dans le contrôle. Le Parlement a créé une commission BIM qui opère un contrôle à priori et à posteriori. La Commission BIM peut suspendre les méthodes spécifiques. Pour les méthodes exceptionnelles, il faut d'abord l'accord de la commission. Cela est prévu comme garanties pour les citoyens contre les intrusions dans leur vie privée.

Ces deux services sont compte tous les deux 600 personnes. Il y a un problème d'efficacité car le cadre n'est pas tout à fait complet et il y a des problèmes budgétaires.

Dans la loi belge, il y a le mot "menace", elle ne dit pas illégalité ou infraction. Par exemple, l'islam est une religion qui est protégée par de garanties constitutionnelles. Mais une tranche d'islamistes musulmans ont des idées



extrémistes. Il y a deux catégories : les salafistes (recherchent une forme de pureté originelle de l'islam) et les djihadistes (luttent pour être un bon musulman et de répandre l'islam comme unique religion). Leurs idées ne sont pas un problème en soi mais lorsqu'il les pousse à l'extrême, le vivre ensemble est menacé. Et les services de renseignements vont s'intéresser. Le fait de promouvoir des mouvements tel que Daech, Al Quaida.

Le deuxième point développé par Monsieur Rapaille est une problématique plus précise et actuelle : le terrorisme en Belgique. Plusieurs centaines de belges sont partis dans des pays tel que la Syrie, l'Irak et ils sont en train de revenir. Certains dégoutés, mais d'autres radicalisés. Et cela devient un problème très difficile à gérer. Avant la Belgique était une terre de recrutement et de financement d'activités terroristes. Ce n'est plus le cas maintenant, c'est devenu une terre où il y a des attentats. Les services secrets sont confrontés à quelque chose de nouveau. Quelle est la manière pour lutter contre cela ? La téléphonie est très importante. L'écoute n'est pas suffisante car les gens n'échangent pas d'informations par téléphone. Les services repèrent, tentent de connaître les réseaux qui s'échangent des renseignements. Les terroristes utilisent principalement des cartes anonymes et changent très vite de cartes. Faut-il alors supprimer ce système de cartes prépayées ? Cela rentre en confrontation avec un autre droit qu'est la protection de la vie privée. Depuis l'affaire d'Edouard

Snowden qui a révolté l'opinion publique, la protection de la vie privée est vue comme un droit à protéger avant tout. Mais comment assurer la sécurité alors ? Aux Etats-Unis, ils ont une autre conception de la vie privée qui comprend que le contenu de la conversation et pas les métadonnées (numéros etc.), alors qu'en Europe la vie privée commence déjà avec les métadonnées.

Pour lutter contre le terrorisme, les réseaux sociaux doivent suivre les activités de leurs membres en permanence. Il y a un département spécifique qui a été créé: Social Media Intelligence. La coopération internationale est aussi capitale. Les pays s'échangent les informations.

Un dernier point important concerne l'espionnage, Bruxelles est la première capitale diplomatique du monde. C'est la deuxième partie de la sûreté de l'état. Bruxelles est la capitale de l'Union Européenne et de l'OTAN. Serait-ce le début d'une nouvelle guerre froide en Europe ?

### **Amélie David**

*Membre de la Conférence Olivaint, s'exprimant à titre personnel.*

---



**Composition du bureau 2015-2016 / Samenstelling van het bureau 2015-2016**Présidente / Voorzitster

Enovic Lecocq

Vice-Présidente / Vice-Voorzitster

Brice Van den Meerssche

Trésorier / Schatbewaarder

Charlotte Durieux

Responsable Contact / Verantwoordelijk Contact

Jacqueline Swaegers

Relations internes et session d'étude / Interne betrekkingen en studiesessie

Lahoucine Goubella

Relations externes et sponsoring / Externe betrekkingen en sponsoring

**Avertissement / Waarschuwing**

Les articles publiés dans ce Contact ont été rédigés dans le cadre d'exercices de journalisme. Les articles n'engagent que leurs auteurs. En aucun cas la responsabilité de la Conférence Olivaint de Belgique a.s.b.l. ne pourra être invoquée.

*De artikels die in deze Contact zijn gepubliceerd werden geschreven in het kader van oefeningen in de journalistiek. De auteurs dragen de verantwoordelijkheid van hun artikels. In geen geval kan de verantwoordelijkheid van het Olivaint Genootschap van België v.z.w. ingeroepen worden*

**Mécénat & Sponsoring / Mecenaat & sponsoring**

En tant que centre interuniversitaire pour l'éducation politique des étudiants, y compris le sens civique et le service à la communauté, la COB bénéficie du soutien de:

*Als interuniversitair centrum voor politieke vorming van studenten, in o.a. burgerzin en dienst aan de gemeenschap, wordt het OGB gesteund door:*





Editeur responsable / Verantwoordelijke uitgever  
Jean Marsia, rue d'Egmontstraat, 11 1000 Brussel- Bruxelles  
Tel/tél: +32 (0)476.49.04.96  
Compte bancaire / Bankrekening: 310-1660808-60

